

# Paris et l'ONU s'inquiètent de la poussée du FPR vers le sud

Les responsables militaires français de l'opération «Turquoise» ont indiqué vendredi 1<sup>er</sup> juillet, dans la soirée, que les troupes du Front patriotique rwandais (FPR, rébellion de la minorité tutsie) effectuaient depuis jeudi une poussée en direction de Butaré, dans le sud-est du Rwanda, vers la frontière burundaise, en chassant de très nombreux civils (hutus) devant elles.

Selon l'état-major de l'opération française, le FPR utilise «des techniques militaires pour pousser les populations en avant, y compris par des tirs». «Nous sommes un peu surpris de cette action», a ajouté un officier de presse. La situation est «dramatique» à Butaré pour les populations civiles, a-t-il indiqué en confirmant que des soldats français étaient entrés dans la ville. Les hommes de l'opération «Turquoise» étendent leur présence dans le sud du Rwanda, où des centaines de milliers de

Hutus fuient l'offensive du FPR, a-t-on indiqué vendredi de source autorisée à Paris. Les personnes déplacées manquent notamment de nourriture et de soins. Le détachement arrivé à Boutaré «fait état d'informations alarmantes» et de «menaces graves d'exactions».

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a demandé vendredi au FPR de cesser ses opérations militaires à proximité de la frontière du Burundi. Dans un communiqué, M. Boutros-Ghali s'est déclaré particulièrement inquiet de voir l'avancée du FPR provoquer l'exode de populations civiles vers des pays voisins, comme le Burundi, avec «les risques sérieux de déstabilisation» que cela entraîne. Le gouvernement belge a fait état de cette même inquiétude. L'Union européenne, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les Etats-Unis pourraient tenir une réunion impor-

tante sur la situation au Burundi, la semaine prochaine, a déclaré, vendredi, le ministre belge des affaires étrangères, Willy Claes. La France et l'Ouganda, principal soutien du FPR, sont convenus, vendredi à Paris, de la nécessité d'organiser «le plus rapidement» possible une conférence régionale pour la paix au Rwanda. C'est le président ougandais, Yoweri Museveni, qui a formulé cette proposition, lors d'un entretien avec le président François Mitterrand, à l'Élysée. Il s'est déclaré d'accord avec M. Mitterrand pour considérer qu'un «réglement politique» de la crise rwandaise «doit être recherché d'urgence à partir des accords d'Arusha», signés en août 1993 entre le FPR et le gouvernement à majorité hutu, mais jamais appliqués.

Une telle conférence regrouperait «les chefs d'Etat des pays de la région» - Zaïre, Ouganda, Tanzanie, Burundi, et peut être du Kenya - «afin

d'aider les parties rwandaises en conflit à retrouver le chemin de la réconciliation nationale». M. Museveni a également affirmé que l'Ouganda ne fournissait en aucune façon d'armes au FPR, comme il en a souvent été accusé. «Je pense que le FPR est aidé par la diaspora rwandaise», a-t-il affirmé. Les liens entre le FPR et le président Museveni datent de l'époque des combats pour la prise de Kampala, aux mains des partisans du président Milton Obote. Le colonel Kanyarengwe, dirigeant du FPR, avait été le chef d'Etat-major des forces du président Museveni lorsque celui-ci était dans le maquis, avant d'arriver au pouvoir à Kampala, en 1986. On estime à Paris que le régime ougandais, en soutenant le FPR, a honoré une dette auprès des réfugiés tutsis en Ouganda qui forment l'essentiel des forces du FPR aujourd'hui. - (AFP, Reuter.)

## Les soldats français débusquent des morts-vivants

Blessés, mutilés, hagards, des Tutsis sortent de leurs caches où l'on ne compte plus les cadavres

BISSERERO  
(ouest du Rwanda)

de notre envoyée spéciale

Ceux-là sont les valides, paraît-il. Les bien portants. Les «en pleine forme». Ils n'ont qu'un pansement ici ou là, au talon d'Achille, au front, à l'arrière de la tête. Leur alignement le long du fossé n'est qu'une rangée de pansements, marquant pour la plupart l'endroit où les machettes sont tombées. «Ce n'est rien, dit le médecin militaire. Des éclats de grenade, des blessures mineures.» Sous les pansements se cachent aussi des morsures d'insectes, des infections bénignes. Les médecins ont soigné deux cas de paludisme, et dans le contexte ambiant c'est presque un soulagement.

Ils sont rangés le long du talus, hommes et enfants, le dos dans l'herbe mouillée. On peut les interroger. Ils répondent poliment ou s'excusent, bien qu'ils s'appellent Augustin ou Vincent, de ne pas parler français.

L'entretien terminé, un homme barbu, la tête dans la capuche de son anorak bleu, signale à tout hasard un léger mal de dos. Une balle d'il y a déjà deux mois. «J'étais dans un fourré. On n'a pas trouvé la tête.» La jambe donc. Il n'y a rien d'autre à comprendre que le résumé qu'il fait de près de trois mois de traque, de cache et de tentative de résistance dans les fourrés de cette région où les collines cèdent la place à des pentes

plus hostiles et escarpées. «Ils ont décidé de nous tuer.»

L'armée française est arrivée à Bissessero il y a moins de vingt-quatre heures. Auparavant, elle a pris le temps de reconnaître le terrain, de recueillir des informations. Elle a entendu des tirs, hésité, puis envoyé ses meilleures unités, les hommes du commando Trepel, l'escadron parachutiste de la gendarmerie nationale (EPIGN). Les renseignements obtenus faisaient état de la possible présence de combattants du FPR, en avant de la ligne de front. Comme ne cesse de le répéter le général Lafourcade, le commandant de l'opération, «nous ne sommes pas une force d'interposition». De leur côté, les réfugiés tutsis étaient méfiants. La première patrouille ne les a pas trouvés.

Elle n'a longé que le spectacle désolé de maisons brûlées, dispersées entre de minuscules parcelles de maïs et de bananiers. Il ne reste que les murs, quelques pages de cahier. Les tuiles elles-mêmes ont été cassées, les tôles emportées. Jusqu'aux bananiers qui ont été étêtés. Mais jeudi 30 juin, alors que les expéditions punitives avaient repris, après une accalmie depuis le début de l'opération française au Rwanda, les responsables du groupe ont décidé de se montrer. «C'était la dernière chance», explique un ancien infirmier. Un à la fois, ils sont sortis des fourrés et bientôt ce sont les blessés eux-mêmes qui se sont

approchés, à pied et sans une plainte, selon les témoins. «A leur place, on aurait été dans le coma», dit un médecin de l'armée. Le diagnostic a été rapide : «Evacuation immédiate.» Quatre-vingt-quatorze blessés (vingt-huit hommes, dix-neuf femmes, quarante-sept enfants) ont été transportés à Goma, au Zaïre, dont quarante-huit devaient être opérés.

«Les femmes couraient moins vite»

Pendant une partie de la nuit, les Tutsis ont chanté, et de la forêt de sapins de nouveaux rescapés sont arrivés. Vendredi, à l'heure de la distribution des biscuits protéinés, ils sont huit cent quarante, soit trois cents de plus que la veille, serrés autour du carré d'herbe à peu près plat qui sert de piste aux hélicoptères français. Des gens d'un autre âge - les hommes avec leurs lances -, et les militaires ont dû employer des arguments forts pour que les blessés acceptent de s'en séparer pour le voyage en hélicoptère.

Une jeune fille de dix ans blessée samedi dernier par balle. Quelques femmes autour des braseros où chauffent les haricots, rares survivantes de massacres qui ne semblent avoir épargnés que ceux qui savaient courir et se cacher. Des enfants qui marchent malgré les pansements. Des hommes en

veste kaki invariablement appuyés sur une perche de bois. La distribution des rations ressemble à un défilé de pèlerins. Ils demandent aux troupes françaises de les protéger sur place ou de les évacuer. «Vers le Zaïre, ou vers une zone où il n'y a pas de Hutus qui attaquent», et, curieusement, le nom du FPR n'est pas prononcé.

Une brume de novembre est tombée et quelques survivants, les francophones, les enseignants, ceux qui encadrent le groupe, conduisent de petits cortèges vers les cadavres. Ils sont dispersés, éparpillés. Faut-il aller voir ces cadavres? Faudrait-il les compter, les dater, comme il faudrait reprocher aux survivants de s'être défendus, ce qui les fait passer de la catégorie de victimes à celle de combattants, renvoyés aux exactions rétrogrades d'une guerre dont on ne veut pas se mêler. «Il n'y a pas de bons ni de méchants», dit un soldat. «Cela va ressembler aux Serbes et aux Croates», dit un autre. Jusqu'à plus ample informé, les cadavres de Bissessero ne sont visibles que d'un côté, celui de la rivière, et les médecins militaires ont vu des corps de femmes, bras écartés, saisies dans leur fuite. «Il y a eu la guerre», explique Hildefonse, quatorze ans. Les hommes étaient devant. Les femmes couraient moins vite.»

Compter les corps? L'un a le pied retourné; il ne reste plus grand-chose et le crâne est posé à côté. Un autre montre son dos au détour d'un fourré.

Eric, le guide, est volontaire pour vérifier si la tête est toujours attachée. Elle l'est. En français, les Tutsis ne disent pas tuer mais «couper». Eric Nzabihimana se souvient de la voix de ses agresseurs, qui l'appelaient, dit-il, par son prénom. «Viens, tu ne pourras pas t'échapper!»

Un chant monte de la brume. Dans l'herbe, une sorte de messe commence. Une messe pour les hommes et les lances, en cercle autour d'un rescapé. L'un était l'assistant du pasteur de l'église pentecôtiste. Il tient à «remercier le Bon Dieu qui a fait venir les étrangers» et va, espère-t-il, les encourager à rester. Mais l'armée, très sollicitée, ne cesse déjà de procéder à des évacuations de petits groupes, ici des religieuses, là trois orphelins. A une centaine de mètres du camp de fortune, les militaires montent la garde et observent à travers la lunette de visée de leurs fusils les silhouettes qui se découpent sur le ligne de crête, ils n'ont pas quitté les lieux depuis la veille. Les hommes sont armés de lances, de machettes et de kalachnikovs. «Tiens, signale un soldat. Ils viennent de descendre jusqu'aux sapins.» Sous une pluie battante, la radio du véhicule donne une information préoccupante : «Au village en bas, l'armée rwandaise a distribué des munitions.»

CORINE LESNES

### EN BREF

**LIBERIA** : des observateurs de l'ONU pris en otages ont été libérés. - Six membres de la Mission des observateurs des Nations unies au Libéria (MONUL) ont été libérés, jeudi 30 juin, après avoir été retenus en otages pendant deux jours par une des factions armées libériennes, le Mouvement uni de libération (ULIMO). - (AFP)

**MALI** : 19 morts lors de nouvelles attaques touarègues. - Un communiqué du ministère de la défense a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, que 19 personnes avaient été tuées au cours de deux attaques lancées mardi et vendredi dans le nord et le centre du Mali par des «bandits armés» - c'est ainsi que le gouvernement appelle les rebelles touarèges. Ces attaques interviennent au moment où le gouvernement malien et les Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad (MFUA) viennent de réaffirmer, à Tamanrasset (Algérie), leur volonté de tout mettre en œuvre pour une application correcte du Pacte national de paix qu'ils ont signé le 11 avril 1992. - (AFP)

**SOMALIE** : appel de fonds pour les réfugiés. - Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, un appel de fonds de 9,2 millions de dollars pour financer son projet de rapatriement volontaire de près de cinquante mille réfugiés somaliens. Sur un précédent appel, en février, portant sur 14,5 millions de dollars, le HCR n'a reçu que 5,2 millions. - (AFP)